



Régis Petit

Directeur général des services

L'INTERCOMMUNALITÉ POUR AGIR

Directeur général des services de l'intercommunalité Seine-Eure, Régis Petit, 51 ans, a été élu président de l'ADGCF, l'Association des directeurs généraux des communautés de France. Deux casquettes qui lui donnent l'occasion de promouvoir avec ardeur l'intercommunalité comme « *la maille pertinente pour mener les changements* ».

Rédaction **Hélène Leclerc**
Photos **Anne Soullez**

« Je suis géologue de formation. En cela, mon parcours de DGS est plutôt atypique : j'ai un profil plus technique qu'administratif », explique Régis Petit qui commence sa carrière en 1995, en tant que chargé de mission. « À l'époque, on craignait une pénurie de granulats alluvionnaires à l'horizon 2015. Il fallait trouver des solutions pour pallier ces matériaux essentiels à la construction, notamment des bétons. J'animais un comité de pilotage composé de carriers, des ministères, d'associations de

protection de l'environnement. On parlait déjà d'impact environnemental, d'économie circulaire, de gestion économe des ressources. Des sujets qui sont toujours d'actualité. »

L'INTERCOMMUNALITÉ, LA BONNE TAILLE POUR AGIR

Trois ans plus tard, il passe le concours d'ingénieur territorial, postule à l'Agglomération Seine-Eure et se retrouve en charge de l'eau et de l'assainissement. Au fil

Bio express

Juillet 1994 : diplômé d'un DESS Géologie, sciences de la Terre, environnement

1998 : chargé de l'eau et l'assainissement en tant qu'ingénieur territorial au sein de l'agglomération Seine-Eure

2003 : obtient le concours d'ingénieur en chef

2018 : devient DGS de l'agglomération Seine-Eure, 105 000 habitants, 60 communes

Octobre 2022 : élu président de l'ADGCF



des années et des changements de postes, il assiste à la naissance de cette intercommunalité qui ne cesse de grandir, passant de 3 communes à 60 en 20 ans. Il en devient directeur général des services en 2018. « J'ai tout de suite travaillé

à l'échelon intercommunal, ce qui explique l'attachement fort que j'ai pour ce niveau d'action territoriale. Pour moi, l'intercommunalité, c'est le bon périmètre géographique pour intervenir sur bien des sujets : qu'ils soient techniques,

environnementaux ou d'organisation. »

Au quotidien, Régis Petit organise et met en place la vision politique souhaitée par les élus. « Entre réflexions stratégiques, les finances, le développement économique et/ou touristique, les déchets, la voirie, le cycle de l'eau... je consacre aussi beaucoup de temps aux ressources humaines. J'ai souvent trois journées en une, où tôt le matin, je signe beaucoup de parapheurs ; pendant la journée,

« C'est très motivant de mesurer le poids de l'action de l'agglomération sur le territoire. »

je participe à de nombreux temps de travail avec l'exécutif et les services. Le soir est plutôt consacré aux séances plénières avec les élus. » Régis Petit travaille là où il habite ; le territoire, il le connaît par cœur. « L'Agglo Seine-Eure est située sur l'axe Seine : on est proches de Paris, du Havre et de la métropole de Rouen. Le territoire est clairement identifié comme industriel, et nous avons misé sur son ADN. » Seine-Eure a vécu plusieurs vagues successives : l'histoire de Louviers (20 000 habitants) est liée au textile. À la fin des années 50, les usines disparaissent au profit d'autres (Wonder, Philips ou Polygram) qui font revivre l'industrie pour fermer, à leur tour. À partir des années 70, le territoire voit s'implanter la ville nouvelle de Val-de-Reuil et des entreprises pharmaceutiques, puis du luxe, de la cosmétique puis des métiers d'art. « L'Agglomération a construit toute une stratégie foncière, assurant aux entreprises un parcours résidentiel propice à leur développement. Cela explique à mon sens la réussite du territoire sur lequel il y a autant d'actifs que de personnes qui ont besoin d'un emploi. Le taux de chômage, même s'il a baissé ces dernières années, devrait être proche de zéro et pourtant des personnes éloignées de l'emploi n'en trouvent pas. Il y a tout un enjeu de formation sur lequel nous travaillons également. »

HOMME DE L'OMBRE

Les compétences de l'Agglomération Seine-Eure ne s'arrêtent pas au développement économique. Attractivité du territoire, urbanisme et habitat, préservation des milieux naturels, gestion des bâtiments et des équipements de loisirs (deux

piscines, une patinoire), mais aussi développer les mobilités, la gestion des déchets : ces sujets occupent les journées de Régis Petit, ses 650 agents et 96 élus. « On s'adapte à l'évolution des compétences de l'agglomération, aux nouveaux métiers et aux besoins. Rien n'est jamais figé. Mon job consiste à décliner de façon opérationnelle la vision des élus pour leur territoire. Je suis un homme de l'ombre. En prenant du recul, je constate l'impact des actions menées. C'est très motivant de mesurer le poids de l'action de l'agglomération sur le territoire. »

Postface

UNE RÉUSSITE ?

« J'en citerais deux. L'aménagement d'une ligne de bus à haut niveau de service entre Louviers et Val-de-Reuil, les communes les plus peuplées du territoire. Cette ligne de 10 km permet de rejoindre la gare de Val-de-Reuil en 20 minutes, avec des voies strictement réservées aux bus qui passent toutes les 10 minutes, de 4h30 à 22h30. Et l'autre projet, c'est le hub, installé sur une ancienne friche industrielle qui accueille start-up, espaces de co-working, mais aussi un centre de congrès. Les ateliers Hermès se sont également implantés sur ce site. »

PRÉSIDENT DE L'ADGCF

Son mandat de président à l'ADGCF ? « Ce n'était pas vraiment prévu ! Yvonic Ramis, qui est devenu DGS au Département de l'Allier, ne souhaitait pas rester président de l'association. J'étais déjà dans le bureau et mes pairs, membres du conseil d'administration, m'ont élu. » Pour Régis Petit, pas de débat sur la légitimité de l'intercommunalité. « Notre position est claire : c'est une collectivité à part entière. Avec la loi NOTRe, le nombre d'intercommunalités a été divisé par deux alors que le nombre de communes est quasiment resté stable. L'enjeu aujourd'hui, c'est le remembrement du tissu communal. » Autre atout de l'intercommunalité : « le dialogue entre les élus communaux. Ils se voient toutes les semaines, se parlent, et collaborent davantage. On est la parfaite maille, c'est la locomotive du bloc local, un interlocuteur privilégié des autres

niveaux de l'administration. » Think-tank, l'ADGCF mène des études prospectives, des audits de territoires. « L'autre jambe, c'est l'expertise que l'on partage ensemble, lors de rencontres organisées notamment par les délégations régionales. On parle aussi bien de fiscalité, que de décarbonation ou de sujets très techniques. » Le président se fixe l'objectif de poursuivre la croissance du nombre d'adhérents, actuellement 850. « Au sein de l'association, 70 % des EPCI sont représentés, à savoir la quasi-totalité des intercommunalités. Nous ne sommes pas un syndicat mais plutôt un centre d'expertise sur le management des politiques territoriales. Comme d'autres, nous sommes régulièrement consultés par les parlementaires, les cabinets ministériels. Nous voulons agir, changer le modèle de l'action publique territoriale. »